

NOTE D'INFORMATION POUR LES ONG COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME

143^{ème} session

3 - 28 mars 2025

Palais Wilson, Genève

principaux sujets de préoccupation et les recommandations du Comité concernant

Membres de la commission des droits de l'homme

Le Comité des droits de l'homme (ci-après "le Comité") est composé de **18 membres**, siégeant à titre personnel.

États parties à examiner

Le Comité examinera le rapport et la situation des pays suivants :

| | |
|---------------------------------------|-------------------------------------|
| Albanie (3^{ème}) | Mongolie (7^{ème}) |
| Burkina Faso (2^{ème}) | Monténégro (2^{ème}) |
| Haïti (2^{ème}) | Zimbabwe (2^{ème}) |

Liste des questions préalables à l'établissement d'un rapport

La liste de points à traiter sera adoptée sur :

Tchad (3^{ème})

La liste des questions préalables à l'établissement des rapports sera adoptée :

Antigua et Barbuda (1^{er})
Barbade (4^{ème})
République dominicaine (7^{ème})
Jordanie (6^{ème})
Maurice (6^{ème})
Nouvelle Zélande (7^{ème})
Samoa (1^{er})

Documentation

Les rapports des États parties, l'ordre du jour provisoire (CCPR/C/143/1) et d'autres documents relatifs à la session sont affichés [sur la page web de la 143^e session du Comité](#).

Adoption des observations finales, de la liste des points à traiter et de la liste des points à traiter avant le rapport

Après avoir examiné les rapports des États parties au cours de la session, le Comité adoptera, en séance privée, des observations finales qui aideront les États parties concernés à mettre en œuvre le Pacte. Ces observations finales soulignent les aspects positifs, les

la manière de relever les défis auxquels les États parties sont confrontés. Une fois les observations finales adoptées, les documents seront affichés sur la page web du Comité sous la session concernée.

Le Comité adoptera également une **liste de questions** à transmettre aux États parties. Les États parties devront à leur tour soumettre des **réponses à la liste des points à traiter**. La liste des questions et les réponses seront publiées sur la page web du Comité.

Pour les États parties qui présentent un rapport dans le cadre de la [procédure simplifiée de présentation des rapports](#), le Comité adoptera une **liste de points à traiter avant la présentation du rapport**. Les réponses de l'État partie constitueront son rapport périodique.

Contributions écrites des ONG

Le Comité accueille favorablement les informations écrites, qui doivent être aussi précises, fiables et objectives que possible, émanant d'organisations internationales, régionales, nationales et locales. Les "rapports alternatifs" des ONG qui suivent la même forme de présentation que les rapports soumis par le gouvernement concerné sont particulièrement bienvenus. Les informations/rapports doivent identifier l'ONG qui les soumet, les informations anonymes n'étant pas acceptées, et être rédigés dans un langage non abusif. Les informations doivent être pertinentes par rapport au mandat du Comité et à l'examen du rapport de l'État partie. Les informations ne doivent pas contenir de noms de victimes, sauf s'il s'agit d'affaires publiques ou si le consentement des victimes ou de leurs familles a été obtenu.

Toutes les soumissions au Comité doivent être :

1. Soumis au secrétariat en anglais, en français ou en espagnol. La plupart des membres du Comité utilisant l'anglais comme langue de travail, les documents soumis en français et en espagnol doivent, dans la mesure du possible, être traduits en anglais.

Veillez noter que le **Secrétariat de l'ONU ne traduit pas les documents soumis par les ONG.**

2. Soumis dans les délais afin de permettre aux membres du comité de lire les rapports avant la session.

- La date limite pour la communication d'informations concernant les États sur lesquels la **liste des points à traiter et la liste des points à traiter avant l'établissement des rapports seront adoptées est fixée au 6 JANVIER 2025**. La soumission doit être limitée à un maximum de 10 000 mots.
- La date limite pour l'envoi d'informations sur les États parties **devant être examinés par le Comité est 3 FÉVRIER 2025**. La soumission doit être limitée à un maximum de 10 000 mots.

3. Fourni sous forme électronique en format Word ou PDF uniquement.

VEUILLEZ INDIQUER **SI LA SOUMISSION PEUT OU NON ÊTRE PUBLIÉE** SUR LE SITE WEB DU COMITÉ.

Séances d'information formelles et informelles

Les représentants des ONG sont invités à assister aux réunions publiques du Comité en tant qu'observateurs et n'auront pas la possibilité de s'adresser au Comité au cours des dialogues constructifs avec la délégation de l'État partie. Néanmoins, les **ONG qui ont fourni une contribution écrite** au Comité pourraient avoir la possibilité de s'adresser au Comité en privé au cours de la session par le biais de l'une ou des deux séances d'information :

- **Séances d'information officielles - (organisées uniquement pour les États parties faisant l'objet d'un examen)** réunion à huis clos en séance plénière avec interprétation en anglais, français et espagnol. Ces réunions sont prévues dans le programme de travail et se dérouleront en personne. *Il n'y aura pas d'option de participation virtuelle ou hybride disponible pour les séances d'information officielles*

Pour vous inscrire à la **réunion d'information officielle**, veuillez en informer le Secrétariat par courriel (cherry.balmaceda@un.org) avec copie au courriel générique du Secrétariat (ohchr-ccpr@un.org). Il vous sera demandé de fournir une copie de votre déclaration avant la réunion formelle afin de faciliter le travail des interprètes.

- **Séances d'information informelles** - sans interprétation, généralement organisées en dehors de la période de réunion officielle de la session, avec la participation de certains membres du Comité. Ces réunions sont organisées par le **Centre CCPR**, une ONG qui coordonne la participation et la collaboration des ONG avec le Comité pendant la session. *Les séances d'information informelles sont généralement proposées en modalité hybride ou virtuelle.*

Pour s'inscrire à la **réunion informelle**, veuillez contacter le CCPR Centre (info@ccprcentre.org).

La date limite d'inscription aux séances d'information officielles est fixée au **21 FÉVRIER 2025**.

Plus d'informations

Pour plus d'informations sur la manière dont les ONG peuvent participer, veuillez consulter le [site web du Centre pour les droits civils et politiques \(CCPR Centre\)](#) (Email : info@ccprcentre.org).

Coordonnées du secrétariat

Boîte aux lettres du CCPR : ohchr-ccpr@un.org

Mme Gabriella Habtom
Secrétaire du Comité

gabriella.habtom@un.org

Mme Cherry Balmaceda
Assistant de programme

cherry.balmaceda@un.org